

**Aide aux victimes d'attentat -
Réponse de Mme Juliette Méadel,
secrétaire d'État chargée de l'aide
aux victimes, à une question à
l'Assemblée nationale
(Paris, 21 février 2017)**

Monsieur le Député, vous avez raison de souligner qu'en la matière, et pour protéger tant les Français que les victimes, la France a besoin d'État, la France a besoin de service public, la France a besoin de puissance publique.

C'est ce que nous avons fait, au gouvernement, depuis un an. Nous avons mis en place un service public de l'aide aux victimes complet, ouvert, et que la plupart des pays du monde reconnaissent comme étant un service public exemplaire.

Qu'avons-nous fait, très concrètement ? Nous avons commencé par revoir le système d'indemnisation et par le réformer, notamment avec le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, le FGTI, avec lequel nous allons signer demain une convention pour humaniser et individualiser la prise en charge.

De quoi s'agit-il ? En France, nous protégeons - parce que c'est notre projet de société - les Français décédés à l'étranger et toute personne décédée par attentat terroriste sur notre sol, qu'elle soit française ou étrangère. Nous ne pratiquons entre elles aucune distinction selon leur origine, car c'est notre vision, notre fierté d'une France généreuse, d'une France qui respecte les droits de l'Homme.

Aujourd'hui, à 6.686 victimes d'attentats terroristes en seulement deux ans - oui, 6.686 victimes en deux ans ! - le Fonds de garantie, c'est-à-dire l'État, nous tous, puisqu'il s'agit d'argent public, a consacré 77,4 millions d'euros.

Je rends hommage à l'action du gouvernement, en particulier du ministre des finances, avec lequel nous avons réformé le système d'indemnisation, qui est aujourd'hui un pilier de l'aide aux victimes.

Enfin, pour répondre à la demande unanime du Parlement, en particulier de la commission d'enquête parlementaire, nous avons pérennisé ce secrétariat d'État en créant un secrétariat général à l'aide aux victimes, qui grave dans le marbre ce que le gouvernement./.

(Source : site internet de l'Assemblée nationale)